

Carte blanche: «Refinancez nos universités: investissez dans l'avenir de la FWB»

MIS EN LIGNE LE 29/01/2019 À 20:26

✂ PAR UN COLLECTIF COMPOSÉ DE PROFESSEURS, DE CHERCHEURS, D'ÉTUDIANTS ET DU PERSONNEL D'UNIVERSITÉ

Les étudiants, les chercheurs, les professeurs et le personnel technique et administratif des universités s'unissent pour tirer la sonnette d'alarme quant au manque de moyens de l'enseignement supérieur.

Plus que jamais, les universités ont un rôle à jouer pour trouver des réponses aux défis de notre siècle. Elles sont, avec d'autres acteurs, appelées à chercher des solutions innovantes aux problèmes sociétaux et environnementaux, à vivifier le tissu économique régional en y diffusant de nouvelles technologies, à former des citoyens, à promouvoir la culture et le vivre ensemble, à jouer un rôle d'ascenseur social, et enfin à être tant un des lieux de consciences réflexives d'une société en pleine mutation qu'un laboratoire de la transition écologique. Ce sont des missions qui nécessitent intelligence, remise en question et connaissance. Cependant, malgré l'importance de celles-ci, les universités sont de moins en moins en mesure d'assumer leur rôle aujourd'hui.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, le financement par étudiant a en effet chuté de 22,3 % entre 1997 et 2016 dans les universités et de plus de 15 % dans l'enseignement supérieur hors université (OCDE, 2018). Répondre à des attentes croissantes avec moins de moyens, telle est l'équation inextricable à laquelle nos institutions sont confrontées. Les conséquences de ce sous-financement sont aujourd'hui plus visibles que jamais : les étudiants sont sous-encadrés et les personnels académiques, scientifiques, administratifs et techniques en constante

surcharge de travail, entraînant une augmentation du nombre de burnouts. La raréfaction et la vétusté des équipements, auditoriums, laboratoires et espaces de travail rendent difficile et pénible la réalisation de leurs missions. La complexité administrative due aux nouvelles mesures décrétales – qui par ailleurs allongent la durée moyenne des études – ne fait qu'empirer la situation.

Si l'on veut des universités qui remplissent leurs missions, il est impératif de s'en donner les moyens. Un tel appel à un refinancement des universités et de l'enseignement supérieur en général n'est pas neuf. Mais il est aujourd'hui indéniable que nos universités ont atteint un point de saturation. Si le refinancement réalisé par le ministre Marcourt (PS) va dans le bon sens, il ne s'agit que d'une rustine sur un pneu sur le point d'exploser. Il est urgent de repenser la politique de l'enveloppe fermée imposée aux universités depuis 1998. Dans ce système, justifié par les mesures d'austérité budgétaire de l'époque, la hausse globale du nombre d'étudiants n'est pas suivie par une augmentation du budget total des universités. Seule une université voyant son nombre d'étudiants augmenter plus rapidement que celui de ses voisines verra son financement s'accroître. Il en résulte une compétition néfaste pour attirer à tout prix le maximum d'étudiants. Cette situation est absurde à l'heure du décret Paysage, dont un des buts affichés est de réduire la concurrence entre institutions.

Concrètement, les recteurs appellent dans leur récent mémorandum à un refinancement à hauteur de 150 millions d'euros sur la prochaine législature, et ce rien que pour les universités. Ce montant nous semble être le minimum eu égard à la situation. Davantage de budget est nécessaire pour agir sur la surcharge de travail des différentes catégories de personnel, y compris le personnel de soutien administratif et technique, trop souvent oublié. Cela leur permettrait d'assumer, dans de bonnes conditions, leurs services envers la communauté étudiante et envers la société. Les enseignants et assistants auraient les moyens de mettre en œuvre une pédagogie plus adaptée aux nouvelles générations d'étudiants et d'ainsi contribuer à augmenter les taux de réussite, stagnants actuellement sous les 40 % en première année selon les chiffres de l'Ares. D'ambitieux programmes de recherche de pointe pourraient être également lancés. Et les établissements pourraient renflouer leurs services sociaux, au moment où la précarité étudiante connaît une augmentation inquiétante. En témoigne le nombre d'étudiants émargeant au CPAS, qui a été multiplié par 7,4 en 15 ans (*La Libre*, juin 2017).

Investir dans l'enseignement supérieur demande bien sûr du courage politique. Ainsi, plus qu'une dépense budgétaire, le refinancement est avant tout un investissement dans les générations futures. C'est une vision de la société selon laquelle l'enseignement devrait être financé par l'argent public, et non au détriment des étudiants (par l'augmentation du minerval) ou de la liberté académique (par le recours au financement privé). Un financement juste doit en effet être compris comme un choix pour l'avenir. C'est également un choix stratégique, car selon l'OCDE (2018), 1 euro investi dans l'enseignement supérieur rapporte 5 euros à l'Etat à terme.

C'est donc conjointement que les signataires de cette carte blanche demandent aux pouvoirs politiques de prendre leurs responsabilités et de refinancer l'enseignement supérieur. A cet égard, l'Union européenne recommande d'ailleurs un financement de l'enseignement supérieur à hauteur de 2 % du PIB alors qu'il n'est actuellement que de 1,5 % en Belgique selon l'OCDE. Si les communautés universitaires se manifestent aujourd'hui, c'est bien parce que la situation a atteint son paroxysme et qu'elle n'est plus soutenable. Ce n'est pas dans le seul intérêt des étudiants et du personnel des universités que ce texte a été écrit, mais c'est dans celui de notre société. C'est bien par la démocratisation d'un enseignement supérieur de qualité que l'on construira une société démocratique et émancipatrice.

La liste complète des signataires

La Fédération Nouvelle Interuniversitaire des Corps Scientifiques (FÉNICS), qui rassemble tous les corps scientifiques des universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ULB, ULiège, UCLouvain, USL-B, UNamur, UMONS) ; les corps académique de l'ULB, l'UCLouvain (bureau), l'USL-B, l'UNamur et l'UMONS ; les corps administratifs, techniques, ouvriers et de gestion de l'ULB, l'ULiège, l'UCLouvain, l'USL-B, l'UNamur et l'UMONS ; les corps étudiants de l'ULB, l'ULiège, l'UCLouvain, l'USL-B, l'UNamur et l'UMONS ; la Fédération des Etudiants Francophone (FEF) ; l'ASBL Objectif Recherche.

LIRE AUSSI

Enseignement: les syndicats veulent un vaste refinancement

(<https://plus.lesoir.be/199032/article/2019-01-06/enseignement-les-syndicats-veulent-un-vaste-refinancement>)

LIRE AUSSI

Les universités réclament 150 millions d'euros (<https://plus.lesoir.be/193801/article/2018-12-04/les-universites-reclament-150-millions-deuros>)